

## Le prolétariat français doit briser l'Union Sacrée

Désormais, plus de doute n'est possible : la fameuse reprise dont Blum, Duches nous ont tant parlé ces dernières semaines, se résume en ceci : il faut accroître la production, c'est-à-dire le travail dans les usines, dans les mines. Tel est le thème que nous retrouvons dans le « Peuple » et dans les discours du ministre de l'Economie Nationale.

Drôle de « reprise » qu'il faut stimuler, suivre pas à pas avec un thermomètre afin d'éviter la congestion du malade et où, en dernière analyse, on fera appel aux ouvriers pour maintenir et accroître la production, car « nous ne voulons pas acculer notre gouvernement de Front Populaire à la faillite de son expérience » (appel aux mineurs du Nord).

La réalité est la suivante (et nous la retrouverons même dans le fameux discours de Lyon de Blum) : les industries d'armement représentent, dans tous les pays — y compris la France — le centre vital de toute l'économie laquelle, depuis le conflit italo abyssin, n'a fait que développer ce secteur essentiel de la vie économique. En France, le coup de fouet dévaluationniste et la politique intense de réarmement (14 milliards viennent d'être votés par la Chambre) représentent la véritable substance de la « reprise » qui n'apparaît dans la phase décadente du régime capitaliste qu'avec une destruction de richesse, des investissements monstrueux dans les industries de guerre. Et, encore faut-il remarquer qu'il s'agit de piqures économiques qui raniment un instant le capitalisme pour le replonger plus profondément dans des contrastes insolubles.

Toute la science des profonds démagogues de l'« Humanité » et du « Populaire » réside, en somme, dans ces affirmations simplistes : si les ouvriers veulent accepter la paix sociale, accroître la production, ne pas poser des gestes excessifs, la reprise est assurée. Mais si la « reprise » est conditionnée par le renforcement des classes dominantes et l'approfondissement de l'exploitation ouvrière, c'est bien l'indice sûr que le capitalisme ne voit d'autre solution que dans l'attaque contre le prolétariat. Les contrastes économiques de son système il ne peut les supprimer mais il peut mater la classe ouvrière, la rendre impuissante et ainsi se survivre quand même.

Toute la période qui précéda la dévaluation gravita autour de la tentative du Front Populaire de maintenir l'Union Sacrée également sur le terrain des luttes économiques, en persuadant les masses qu'elles avaient obtenu grand chose avec la fumisterie de l'Hôtel Matignon. Les mouvements grévistes, malgré la volonté des socialo-centristes, furent autant de coups à l'Union Sacrée, et c'est devant la résistance opiniâtre des ouvriers ne voulant pas céder devant des promesses que l'on marcha à la dévaluation, condition de la « reprise » actuelle.

Cette période se caractérise par la montée des prix et une effervescence ouvrière pour obtenir un réajustement des salaires. Notons que c'est seulement après la dévaluation qu'il sera possible de passer à l'application de la semaine des 40 heures. Au sujet des prix, il est intéressant de mettre en évidence que la montée des prix, l'augmentation du coût de la vie, a été expliquée par centristes et socialistes comme une simple manœuvre du grand capitalisme, alors que la montée des prix-or pouvait ne pas s'exprimer dans les prix eux-mêmes. Les capitalistes ont été des « mauvais patriotes », des « saboteurs de la paix sociale » en faisant répercuter sur les prix les augmentations de salaire arrachées par les ouvriers. La dévaluation a bien déterminé une tendance vers le réajustement des prix et toute la manœuvre du capitalisme consistait précisément à empêcher un réajustement correspondant du prix de la force du travail : du salaire.

Peut-on prétendre aujourd'hui que le capitalisme n'ait pas réussi dans sa ma-

œuvre et que la situation des ouvriers se soit vraiment, réellement améliorée ? La lutte continuelle menée pour le réajustement des salaires dans toutes les industries nous donne une réponse sûre, à défaut de tout indice statistique. Certes, les ouvriers ont actuellement les 40 heures avec salaire de 48 heures, mais là aussi il faut tenir compte que, dans les industries clefs de l'économie française, l'accroissement de la production se fera certainement et poussera le taux de la plus-value peut-être au-dessus de ce qu'il était avec la semaine de 48 heures.

Dans son récent discours au Sénat, Spinasse disait une chose qui confirme clairement nos affirmations. « La poussée des prix entraînant celle des salaires, risque de déborder le cadre de notre dévaluation ». Et, ajoutait-il, il nous faut agir sur ce qui nous est ni matière, ni salaires, en organisant le travail et la distribution, en accroissant la production grâce à la reprise (?). Pour empêcher les prix et les salaires de dépasser le cadre de la dévaluation, M. Spinasse préconisait donc « d'organiser le travail », « d'accroître la production ». Deux choses, qui seront imposées au prolétariat et qui augmenteront davantage son exploitation. On passera à l'organisation méthodique de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire tout en manœuvrant pour donner l'impression aux ouvriers que l'Union Sacrée réalisée sur le terrain économique est bien en leur faveur. Les bonzes de la C. G. T. expliqueront gravement que, si hier, le mouvement syndical luttait avec acharnement contre l'arbitrage obligatoire et cette espèce de légalisation des syndicats que l'on connaît aujourd'hui; maintenant c'est la grande maturité de la classe ouvrière qui lui permet non d'asséner un coup décisif à l'Etat capitaliste, mais de l'accepter comme arbitre ou protecteur. Plus encore, dans « Le Peuple » nous trouverons une défense chaleureuse du jeu des indices que l'on avait dénoncé jusqu'ici comme un jeu de dupes. Maintenant, il s'agit de s'y fier pour réajuster les salaires. Seulement lorsque cette belle théorie sera appliquée en métallurgie et que le surarbitre viendra dire que d'après les indices du coût de la vie les ouvriers ont seulement droit à 8,5 p.c. et non 15 p.c., les bonzes invoqueront des prétextes et ils obligeront les travailleurs à s'incliner devant la « loi ».

Tout le problème français est et reste concentré dans la lutte que mène la bourgeoisie contre le prolétariat. Avant l'avènement du Front Populaire, l'Union Sacrée était réalisée politiquement autour du Front Populaire poussé au pouvoir, alors que les forces de la démocratie et, en premier lieu, les centristes, intervenaient pour étouffer des conflits se retournant inévitablement contre les gouvernements de droite. A l'heure actuelle nous vivons une expérience de réalisation d'Union Sacrée, comme nous n'en avons pas encore vue dans aucun pays, sur le terrain où n'existe précisément aucune possibilité d'entente entre la classe qui exploite et celle qui est exploitée. C'est pour cela que chaque pas du Front Populaire doit s'accompagner du développement d'un vaste appareil de répression qui puisse, à défaut même « d'un consentement » des ouvriers, mettre les grèves hors la loi.

C'est pourquoi aussi la droite relève la tête à chaque occasion, tâte le terrain pour trouver les points faibles du Front Populaire afin d'être prête à reprendre sa charge dans des circonstances critiques pour lui. Mais jusqu'ici le terrain où le gouvernement Blum a agit est jalonné de victoires.

C'est d'abord la fin du conflit dans la région lilloise où les ouvriers de la métallurgie sont rentrés sans avoir obtenu satisfaction afin de respecter la loi sur l'arbitrage. C'est la C. G. T. qui fera respecter la loi contre le syndicat professionnel des techniciens et qui proposera au ministre d'envoyer des briseurs de grèves. Cet important conflit liquidé — après bien des pourparlers et des marchandages qui prouvent que les ouvriers se méfiaient des farces à la Matignon — l'on a pu passer à l'interdiction des grèves, conformément à l'esprit de la loi votée. Lorsque le 19 janvier, les ouvriers du Bâtiment demandèrent une augmentation de 15 p.c., devant le refus du pa-